

Compression des dépenses de l'État

Il y a des exemples où le gouvernement n'a pas réussi à résoudre des problèmes parce qu'il n'a pas été forcé de les résoudre, à moins que les contribuables ne l'y forcent en refusant de payer leurs impôts, parce que le gouvernement puise de plus en plus dans leurs poches. Certains gouvernements provinciaux ont commis la même erreur, quoique peut-être à une plus petite échelle! On pourrait citer en exemple la nationalisation de l'assurance automobile en Colombie-Britannique, Clairton, en Nouvelle-Écosse, Bricklin au Nouveau-Brunswick, Churchill Forest Products au Manitoba, la raffinerie de Come-by-Chance à Terre-Neuve et, plus près de nous, les Jeux olympiques de Montréal.

Nous devrions appliquer le système de récompenses et d'encouragements propre au marché. Il devrait y avoir un système de récompenses pour ceux qui choisissent de travailler plus dur que les autres, pour ceux qui économisent, mais qui, en même temps, prennent des risques et innove. Étouffer de tels élans constitue un abus de pouvoir et va à l'encontre de la productivité. C'est à la source qu'il faut s'attaquer à la super-consommation et au gaspillage. Pour cela, il faut savoir se servir du mode d'imposition et du contrôle des prix. Mais on ne doit pas décourager la productivité et l'ambition. La leçon que le Québec a donnée à M. Bourassa doit servir d'exemple à tous ceux qui, de par leurs fonctions, ont le devoir de gouverner un peu mieux le pays dans l'intérêt du citoyen moyen.

M. Andy Hogan (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, j'aimerais revenir sur bien des arguments auxquels a donné lieu le Bill C-19, sur la compression des dépenses gouvernementales. Je pensais n'avoir droit qu'à 20 minutes, aussi je n'ai pas étudié ce bill en détail et je ne l'ai pas examiné d'aussi près que je l'aurais désiré. Je voudrais faire quelques commentaires d'ordre général sur les propos tenus pendant plusieurs mois au sujet des dépenses et des compressions budgétaires du gouvernement, et les appliquer à certaines situations particulières à la région de l'Atlantique et, plus précisément, à ma circonscription, au moment où je vous parle. Lors de chaque débat sur un programme de compressions budgétaires ou sur les causes de l'inflation dans notre économie, les membres de l'opposition officielle prennent souvent pour cible principale le niveau des dépenses gouvernementales. Il est inutile de dire que c'est également le thème favori de beaucoup de journalistes, ainsi que la bête noire des hommes d'affaires.

Je voudrais m'écarter un peu du sujet et souligner qu'encore une fois on a mis l'accent aujourd'hui à la Chambre sur les dépenses de l'État, exprimées sous forme de pourcentage du produit national brut. Tout d'abord il me semble que les députés qui raisonnent ainsi ne voient pas à quel point les statistiques sont inexactes lorsqu'elles établissent un rapport entre les dépenses de l'État et le PNB. Deuxièmement, il convient de souligner que depuis quelques années c'est aux échelons inférieurs des pouvoirs publics, c'est-à-dire au niveau municipal et provincial, que les dépenses se sont accrues le plus vite. J'admets que cela ne change rien au tableau économique général puisque tous les échelons du gouvernement doivent coopérer.

Les spécialistes savants qui essaient de déceler ce qui cause l'inflation à notre époque ne sont pas sûrs qu'il y ait, comme nous le supposons, une relation de cause à effet entre le niveau des dépenses et la hausse des prix que nous appelons inflation,

[M. Rynard.]

j'entends l'inflation grave et continue qui se manifeste depuis quelques années. Bien des érudits sérieux, qui voient les preuves, mettent la chose en doute. A mon avis, il est injuste de tout simplement tenir pour acquis que les dépenses du gouvernement, qu'il s'agisse de celle du gouvernement fédéral ou des trois paliers de gouvernement, sont le coupable comme on nous le dit si souvent. Le problème fondamental, sur le plan économique, ce n'est pas tant le niveau des dépenses des trois paliers de gouvernement que l'accélération de ces dépenses comparativement à la croissance du produit national brut, il est vrai. On devrait faire valoir le taux de croissance plutôt que le niveau des dépenses gouvernementales.

Une des réformes que j'aimerais voir dans la tenue des débats de la Chambre ce serait qu'un jour par mois soit mis de côté pour discuter une question particulière et permettre à un député d'un parti à la Chambre de faire par exemple, ce qu'a fait le député de Windsor-Ouest (M. Gray) pendant le débat sur le discours du trône. Il a fait un exposé très fouillé, très utile dont n'importe lequel d'entre nous aurait été fier. Il partait du principe qu'à court et à moyen termes, aussi bien qu'à long terme, le secteur privé, comme tant de commentateurs de l'économie le supposent, peut réellement résoudre les problèmes de l'inflation et du chômage. J'aurais aimé lui demander de discuter cette question, disons dans une semaine, et que chaque participant ait quelqu'un pour le conseiller. Il suffirait d'une couple d'heures et la qualité de nos débats en serait améliorée.

Ce que le député de Windsor-Ouest disait et que les gens disent implicitement, ce qui nous préoccupe tant dans notre parti, c'est que nous pouvons réaliser le plein emploi au Canada surtout du fait de la croissance du secteur privé. L'histoire nous montre que le Canada ne connaît le plein emploi, c'est-à-dire un taux statistique de 3 ou 4 p. 100, qu'en temps de guerre; cela signifie que les dépenses du gouvernement en matière de défense accroissent la capacité de l'économie et le niveau de la demande de l'autre côté du marché, si bien que les dépenses des particuliers affectées à la consommation de biens durables et non durables et de services augmentent et que cela a un effet de catalyseur sur les dépenses des particuliers et des entreprises.

• (1650)

En temps de guerre, l'accroissement de la demande a augmenté progressivement la capacité de l'économie pour en arriver à un point culminant et on parvient à mettre ensemble au travail toutes sortes d'êtres humains et d'atteindre un niveau de plein emploi. Cela n'est toutefois possible qu'en temps de guerre. Nous y sommes presque parvenus quelquefois après la guerre mais nous n'avons jamais vraiment atteint en temps de paix le but que John Deutsch avait fixé dans le premier rapport du Conseil économique du Canada, c'est-à-dire ramener le taux de chômage à 3 p. 100 (ce seuil a été porté à 4 p. 100 trois ans plus tard). Dieu sait quel est maintenant le seuil parce que, si le ministre des Finances (M. Macdonald) est disposé à essayer de réduire le taux d'inflation, il n'est pas disposé à se fixer un but en matière de chômage.

Je veux insister sur le fait qu'il existe un malheureux préjugé à l'encontre des dépenses gouvernementales chez beaucoup de députés et d'autres personnes. On entend souvent dire, par exemple, que les dépenses gouvernementales sont improductives. Lorsqu'on parle du travail dans le secteur privé, comme